

Discours d'Alfred MARIE-JEANNE
Président de la Collectivité Territoriale de MARTINIQUE
Rencontre avec la CARICOM
Mercredi 27 Novembre 2019, 15h Cayenne - Guyane

Cette adhésion à la CARICOM, je la réclame depuis 20 ans.

J'ai insisté sur cette urgence à agir auprès de tous les Gouvernements français successifs.

J'ai récemment relayé cette demande au Président de la CARICOM.

Enfin, un pas significatif est accompli.

Monsieur l'Ambassadeur Irvin LAROCQUE, Secrétaire Général de la CARICOM, merci d'avoir répondu à notre invitation.

Mesdames et Messieurs, élus, partenaires,

Mesdames et Messieurs

Cette rencontre que j'ai sollicitée était une nécessité. J'y vois le signal positif d'une adhésion prochaine de la Martinique.

A ce titre, je tiens à saluer l'ambassadeur délégué à la coopération régionale Antilles-Guyane, Jean Bernard NILAM d'avoir compris la légitimité de ma demande et facilité l'organisation de cette rencontre en marge de la Conférence de coopération régionale

Cette démarche n'est pas une lubie. Elle va dans le sens de l'Histoire.

En effet, notre survie dépendra de notre capacité à agir ensemble.

Nos vulnérabilités intrinsèques de toute nature sont aggravées par les menaces existentielles croissantes du changement climatique.

Face à ces défis, le multilatéralisme est le moyen idoine pour nos petits Etats et Territoires insulaires de la Caraïbe, d'exister sur la scène internationale.

La révolution numérique, l'instabilité géopolitique, le non-respect flagrant de certains principes et valeurs, le retour belliqueux de l'interventionnisme dans notre zone, l'assaut continu contre tous les avantages comparatifs que nous nous efforçons de créer, requièrent de nous tous, l'urgence et la vigilance.

L'intégration de la Martinique à sa famille caribéenne a pris trop de retard et nous en pâtissons aujourd'hui.

Trop longtemps décomposée, il importe de recomposer cette famille.

Dans le contexte du projet d'unité de la Caraïbe, nous souhaitons tous l'épanouissement socio-économique, culturel et identitaire de nos populations respectives.

Toutefois, ce progrès que nous recherchons doit s'appuyer sur l'équité.

En tant que 6^{ème} Continent, l'agrégation de nos données démographiques représente une masse critique de marché. La Martinique avec une population de 376 480 habitants contribue à la consolidation de cet espace.

Unis, nous savons que la somme de nos avantages respectifs nous rend plus compétitifs.

Toute forme de concurrence déloyale entre nous, doit être bannie définitivement.

C'est de cette idée qu'est né le séminaire Clovis Beauregard tenu en Martinique en 2005, à mon initiative.

Il s'agissait à travers 4 task forces thématiques, d'analyser les opportunités d'une coopération plus poussée entre les pays membres de la CARICOM, les Territoires d'outre-mer et les Régions françaises de la Caraïbe.

Les résultats escomptés n'ont pas tous été atteints, mais les germes sont semés. Aidons-les à pousser.

La pusillanimité, à cet égard, retarde toujours l'échéance du succès.

Récemment, les conclusions de la Consultation « pour une plateforme de dialogue efficace entre CARIFORUM/RUP de la Caraïbe / Pays et territoires d'outre-mer », présentées lors de la réunion du 11 avril 2018 à Barbade, ont mis en exergue, le besoin de renouer un dialogue continu.

Hélas, le deuxième séminaire Clovis BEAUREGARD n'a pu se tenir, ni en 2018, ni en 2019, faute de quorum.

Pour illustrer mon propos, dois-je rappeler le partenariat quasi exemplaire, entre le Conseil Régional que je présidais à l'époque et la Caribbean Export Développement Agency, Agence du CARIFORUM.

Ce partenariat a été scellé par une convention, et concrétisé en 2009, par le projet INVEST KARAIB. Ce projet a permis de mettre en valeur le potentiel des industries culturelles de notre zone lors d'un déplacement à Copenhague au Danemark dans le cadre du World Music Expo (WOMEX). Un stand unique Caraïbe et l'édition d'un CD de 28 artistes intitulé « Many Rhythms : One people » ont été réalisés.

Malheureusement mes successeurs n'ont pas accompagné son développement, c'est tout à fait regrettable. INVEST KARAIB nous a démontré que tous unis et solidaires, nous sommes plus fiables.

A l'aune des re-négociations de l'Accord de Partenariat Economique Union Européenne-CARIFORUM, dois-je rappeler encore, que la Martinique a déjà participé à la Barbade en 2007 et en 2008, à des réunions qui ont conduit à l'approbation de l'actuel APE. Il s'agissait à l'époque de faire entendre la voix de notre contrée, en tenant compte des intérêts particuliers de chacun de nos territoires. Car c'est l'intérêt général qui doit primer, en dernier ressort.

Monsieur le Secrétaire Général, La nouvelle décennie qui s'ouvre devant nous doit être marquée, dès l'année prochaine, du sceau du franchissement d'une nouvelle étape de l'intégration caribéenne.

A ce sujet, je sais pouvoir compter sur le soutien des pays de l'OECS, et sur celui du premier ministre de Sainte-Lucie, Allen CHASTANET qui assure la Présidence de la CARICOM.

La Martinique a déjà franchi la porte d'entrée de l'Organisation des Etats de la Caraïbe de l'Est (OECS), qui à elle seule, compte 9 des 15 Etats membres de plein droit de la CARICOM.

La Martinique est membre associé de l'AEC.

Nous coopérons déjà dans le cadre du programme INTERREG Caraïbes sur des projets concrets bénéfiques à nos pays.

La question de notre statut ne saurait être une barrière. Porto Rico ou encore Sint Marteen sont membres observateurs de la CARICOM.

Les territoires néerlandais de la Caraïbe, eux aussi membres de l'Union Européenne, finalisent leur démarche d'adhésion en tant que membre associé à la Communauté. Vous l'aurez compris, notre demande est légitime et bien-fondée.

Transformons l'essai pour que la méfiance disparaisse au profit d'une confiance viable et consolidée.

Mèsi an pil, Mèsi an chay

ALFRED MARIE-JEANNE
Président de la Collectivité Territoriale de Martinique